

2 Politique

Installation des responsables provinciaux du PDG/Mouila Les promus invités à prôner l'unité et la solidarité

FN

Mouila/Gabon

C'est l'un des chantiers sur lesquels devront travailler ces nouveaux responsables provinciaux du Parti démocratique gabonais (PDG) qui ont été installés, le week-end écoulé, à Mouila dans la province de la Ngounié. Ceci, en vue des prochains défis électoraux.



Le secrétaire national, Emmanuel Jean Didier Biyé...



Les responsables provinciaux nouvellement installés.

PROMUS dernièrement par le "distingué camarade président" Ali Bongo Ondimba, sur proposition du secrétaire exécutif du Parti démocratique gabonais (PDG), les responsables provinciaux de ladite formation politique, pour le compte de la province de la Ngounié, ont été installés, samedi dernier, à Mouila. Il s'agit notamment du secrétaire provincial, Hilaire Nzikouné, le délégué provincial de l'Union des jeunes du parti, Anicet Kinga Manfoumbi et la responsable provinciale de l'UFPDG, Béatrice Enguessi. Ces derniers ont tout de suite, été renvoyés à l'exercice de leurs nouvelles fonctions par le secrétaire national pour la Ngounié, Emmanuel Jean Didier Biyé, qui a présidé la cérémonie y relative. Les secrétaires départementaux ont par la suite été installés par le nouveau secrétaire provincial. Seul bémol, l'absence non justifiée du secrétaire départemental de la Louétsi-Wano (Lébamba) qui, pourtant, était attendu. Dans la même foulée, la secrétaire



Mobilisation des "pdgistes" de Mouila le week-end dernier.

communale de Mouila, Pascaline Mamboundou a procédé au même geste symbolique d'installation du secrétaire communal en charge des jeunes du chef-lieu de la province de la Ngounié. Par ailleurs, tous les responsables débarqués ont été décorés d'une médaille de reconnaissance pour leur fidélité et surtout pour le travail abattu pour le parti, tout au long de leur mandat. Dans son allocution, Pascaline Mamboundou a appelé

les militants à s'approprier les deux concepts ayant dominé le dernier congrès ordinaire "avancé" du PDG : la "régénération" et la "revitalisation". Lesquels ne doivent, selon elle, souffrir d'aucune ambiguïté. «Je mesure la responsabilité qui est la nôtre, quant à revitaliser davantage les structures de base. Notre mission sera entre autres, de permettre aux camarades qui désirent intégrer les rangs du PDG de réaliser leur rêve, d'être des fervents militants», a rap-

pelé la Communale aux nouveaux responsables. Toute chose que le nouveau secrétaire provincial a corroboré, tout en rappelant les défis à venir qu'ils auront à relever. Entre autres, la préparation des Législatives. Hilaire Nzikouné a également interpellé les militants qui, pour lui, sont "l'âme du parti". «Nous devons compter sur notre capacité de mobilisation et de rassemblement pour conquérir le moindre millimètre d'espace dans nos différentes circonscriptions politiques. Nous avons à

écarter totalement de notre chemin, tout esprit de séparatisme, de division.", "Tout pour moi rien pour l'autre", a-t-il martelé. Pour sa part, Emmanuel Jean Didier Biyé, a insisté sur la nécessité pour les responsables nouvellement installés d'être à l'écoute des militants de base. D'autant que, figurent dans les nombreux chantiers qui attendent cette nouvelle équipe, les joutes électorales. «Veillez, a-t-il suggéré, à ce que les militants et nos sympathisants s'enrô-

Gabon-Rwanda Ali Bongo Ondimba attendu à Kigali ce jour

LE président de la République, Ali Bongo Ondimba, est attendu ce jour à Kigali au Rwanda où il prendra part, demain, au sommet extraordinaire des chefs d'Etat et gouvernement de l'Union africaine sur le lancement de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA). Au cours de ces assises, les dirigeants africains de 54 pays, dont le numéro un gabonais, plancheront essentiellement sur la signature de cet "accord historique" qui devrait faire du continent la plus grande zone de libre-échange créée depuis la formation de l'Organisation mondiale du Commerce (OMC).

lent massivement pour garantir un vote massif des candidats du PDG, afin de nous assurer une majorité confortable à l'Assemblée nationale et permettre au distingué camarade d'achever le processus de développement qu'il a entamé en 2009». Non sans insister sur la "régénération" et "revitalisation". Ces concepts, a-t-il dit, sont basés sur deux principes forts : "la démocratie participative et démocratie consultative". Mais, pour y parvenir a-t-il relevé, l'unité et la cohésion des militants du parti s'imposent à bien des égards. D'où l'appel à l'union lancé aux "Pdgistes" de la Ngounié.

Miroir du gouvernement

Le chemin de croix

ENTRE les points kilométriques 27 et 80, la Nationale 1, principale voie d'accès dans l'arrière-pays, est dans un piteux état. C'est même peu dire. Une situation qui perdure. Comme l'écrivait encore hier dans ses colonnes, un reporter, le constat est accablant. Tant plusieurs bourbiers sont visibles, offrant ainsi un spectacle de désolation aux usagers qui ne savent plus à quel saint se vouer. La descente sur le terrain du secrétaire général adjoint du ministère des Travaux publics n'a rassuré personne. Surtout pas ceux qui, au quotidien, subissent les affres de cette route. Du moins ce qui en reste. Qu'est-il allé faire ? D'après ceux qui y étaient, Jean-Blaise Ipédissy y est allé pour s'enquérir de la situation. Et comme les observateurs pouvaient s'y attendre, le SGA n'aura apporté aucune solution. D'ailleurs sa présence sur ce site n'aura été que la résultante d'une

certaine gêne qui accable sa hiérarchie qui l'a envoyé en victime expiatoire. Est-ce à dire que ni le ministre d'Etat, encore moins sa secrétaire générale, n'ont tous les deux voulu manifester, par leur présence, la volonté des pouvoirs de faire bouger les lignes. Comme si la dégradation très avancée n'était l'affaire de personne. C'est vrai, le SGA, qui était accompagné des techniciens de la direction générale de l'entretien routier et de ceux de l'Agence nationale des grands travaux d'infrastructures, est convenu, avec ses interlocuteurs, de «l'impérieuse nécessité» de réhabiliter cet axe pour mieux fluidifier la mobilité des biens et des personnes. En attendant les «grands travaux», ce sera à la niveleuse que des moyens travaux seront effectués. Toute chose qui prête à sourire. Non sans relever le manque de perspicacité d'une telle décision. Car, la période de forte pluie qui s'est abattue de-

puis quelques temps ne devrait pas donner lieu à de tels travaux. Sauf à considérer que tout va être fait à la va-vite pour retomber dans les travers d'un problème insoluble. Visiblement, le temps n'est pas meilleure conseillère par ici. Au-delà de tous ces paramètres, la raison la plus évidente est que les détournements et autres malversations financières ont fortement plombé la construction et la réhabilitation de la Nationale n°1 entre le PK12 et le PK 80. C'est vrai, les différents responsables, ministres ou grands directeurs, en charge de la mise en œuvre de ce colossal chantier, sont depuis quelques temps, entre les mains de la justice pour répondre des actes qui leurs sont reprochés. Mais cette volonté manifeste, à travers l'opération Mamba, d'assainir les caisses publiques devrait être le vecteur d'une dynamique dont l'essence porte sur des propositions concrètes.

Au lieu de passer des jours entiers à s'apitoyer sur la gabegie responsable du désastre, il va falloir pour Jean-Pierre Oyiba et ses collaborateurs de se mettre sérieusement au travail pour être à la hauteur de ces défis qui ne sont pas du tout insurmontables. Même si, à cette dilapidation financière à ciel ouvert se greffe une crise pétrolière qui met l'économie nationale à genoux. Au point que tout ce qui avait été prévu pour doter le pays des routes praticables et modernes s'est effiloché. La dégradation systématique de ce tronçon soulève une question importante. Celle en rapport avec des travaux qui donnent l'impression de ne pas souvent tenir compte des aléas climatiques. Des contrats léonins sont signés avec des entreprises qui jouent avec la route pour se faire du beurre, bénéficiant de la complicité d'un certain nombre de compatriotes véreux. Aucun Gabonais

n'arrive à comprendre que dans un pays où le kilomètre de route est certainement le plus cher au monde, sinon l'un des plus coûteux, plus d'un milliard de francs CFA, les ouvrages ont tout au plus une durée de deux voire trois ans. Comme nous l'avons déjà signifié, dans l'urgence, les usagers sont en attente de la mise en œuvre des synergies entre les services compétents du ministre des Travaux publics et l'ANGTI. Il s'agit de dynamiser l'action du gouvernement concernant l'entretien routier afin de trouver des solutions pérennes. Ce d'autant plus que le traitement des bourbiers devra se faire, tout en tenant compte des pluies torrentielles. Toute chose qui ne s'annonce pas aisée. En attendant, c'est le chemin de croix pour tous les usagers de cette route.